Commission Copé – Déclaration de départ de Jack Ralite et d'Ivan Renar, sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen.

Le 4 juin 2008,

Lorsqu'en février dernier, nous avions accepté de faire partie de la « Commission pour la nouvelle télévision publique », nous l'avons fait parce que nous sommes profondément attachés au service public de l'audiovisuel et très inquiets pour son avenir.

Sans service public fort pas d'espace public démocratique digne. Surtout en ces temps où « Le fait central (...) n'est pas que la terre tourne autour du soleil mais que l'argent court autour de la terre », entravant de ses logiques uniformisantes la pluralité des êtres, des imaginaires, des idées et des paroles.

Aujourd'hui, après deux mois d'un travail conduit avec sincérité, il ne nous est plus possible de rester, Nicolas Sarkozy nous ayant « démis ». Deux fois en moins d'une semaine. Une première fois en déclarant son opposition résolue à toute augmentation de la redevance, même si celle envisagée était très raisonnable. Une seconde fois en annonçant, par l'entremise de Jean-François Copé, l'octroi d'une deuxième coupure de publicité aux chaines de télévision privées.

Avec ces deux annonces, c'est moins une feuille de route que le président a tracé qu'une carte des impasses. Aucun chemin de pensée et d'action n'est attendu de la Commission Copé. Nous en prenons acte. Il ne devait pas y « avoir de tabous » mais des interdits sont dressés. Nous en prenons acte. Les réponses aux questions posées existent déjà : il ne s'agit pas d'un projet pour le service public mais de son procès, il s'agit de projets pour les opérateurs privés à qui le gouvernement ne cesse de faire, loi après loi, cadeau sur cadeau et pour qui Christine Albanel rédige, en ce moment, un décret ad-hoc. Le travail véritable se fait parallèlement aux travaux désavoués de la commission. Nous en prenons acte.

Venus, inquiets, pour promouvoir le service public et son mariage de la « belle numérique » et de « la bête fabuleuse » des créations, nous repartons encore plus inquiets mais résolus à agir en rassemblant pour un service public renforcé. C'était le sens de notre présence à la mobilisation parisienne du 2 juin, c'est le sens de notre soutien à la grève des personnels du 18 juin. C'est à eux que va, d'ailleurs, aujourd'hui notre pensée. A eux, dont la maison est destabilisée, mais aussi au monde de la création française dont l'espace est bouleversé, et à tous les citoyens à qui l'on tente de confisquer un Bien commun essentiel à la démocratie. En partant nous voulons crier, comme dans la pièce « Je tremble » de Joël Pommerat : « je veux mon avenir ! ». Et il ne passe pas, aujourd'hui, par la suppression de la publicité à la télévision publique.